Le Figaro, 3 avril 2012

Commission Assouline : la polémique enfle

Le gouvernement reproche au PS de vouloir « instrumentaliser » l'affaire Merah.

SOPHIE HUET

SÉNAT Un nouveau bras de fer est engagé entre le gouvernement et le Sénat, à majorité de gauche, qui veut mettre en difficulté le pouvoir après les tueries de Toulouse et Montauban. Et par là même attaquer les nouvelles mesures antiterroristes que Nicolas Sarkozy veut faire voter après la présidentielle, s'il est réélu.

La commission sénatoriale pour l'application des lois, que préside le sénateur socialiste David Assouline, voulait entendre, mardi et mercredi, les plus hauts responsables du renseignement, Erard Corbin de Mangoux, directeur général de la Sécurité extérieure (DGSE), puis Bernard Squarcini, directeur central du renseignement intérieur (DCRI). Mais dès vendredi, les ministres de la Défense et de l'Intérieur, Gérard Longuet et Claude Guéant, *« ont décidé de ne pas donner de suite favorable à cette demande, les fonctionnaires concernés n'ayant pas de responsabilité en matière d'évaluation des lois et étant, par ailleurs, en cette période électorale, tenus à un strict devoir de réserve »*.

Le ministre des Relations avec le Parlement, Patrick Ollier, a aussitôt précisé que la commission sénatorielle de contrôle de l'application des lois *« n'est pas une commission permanente comme celles recensées par la Constitution ou par la loi »* et qu'elle *« ne dispose pas de prérogatives »* pour entendre les directeurs des services de renseignement. Patrick Ollier dénonce *« un coup politique »* de la gauche et rappelle que seule la délégation parlementaire au renseignement (composée de huit parlementaires de droite et de gauche) est habilitée à tirer les conséquences des tueries. Son président, Guy Teissier, député UMP des Bouches-du-Rhône, a déclaré lundi au *Figaro* : *« Le gouvernement, avec beaucoup de bon sens, a accepté que les chefs des services civils et militaires n'échappent pas au contrôle de la République. La délégation parlementaire au renseignement, qui est tenue au secret, a prévu d'entendre mercredi tous les chefs du renseignement civil et militaire. L'initiative de David Assouline, purement politicienne, n'a pas eu place dans le débat. »* Dans un meeting, samedi, près de Clermont-Ferrand, le premier ministre François Fillon avait accusé les socialistes de *« vouloir instrumentaliser »* l'affaire Merah. Lundi, dans un communiqué, la sénatrice UMP du Bas-Rhin Fabienne Keller, délégatée générale adjointe de l'UMP, a elle aussi dénoncé le fait que *« le Sénat devienne l'annexe de la rue de Solférino »*, siège du PS.

David Assouline a protesté lundi, sur Europe 1, contre l'attitude du gouvernement et affirmé que les auditions d'experts et de magistrats par sa commission auraient bien lieu. Il a reçu le soutien du président du Sénat, Jean-Pierre Bel, ainsi que du président du groupe socialiste, François Rebsamen, pour lequel *« l'annonce d'une nouvelle loi antiterroriste faite dans la précipitation n'est qu'un effet d'affichage »*. Le président PS de la commission des lois, Jean-Pierre Sueur, a jugé lundi qu'il était *« légitime de travailler sur la manière dont les lois existantes ont, ou non, été appliquées »*. Le PS semble décidé à ne pas lâcher le gouvernement sur cette affaire. ■

Après l'opérage de l'affaire Merah, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, Frédéric Pechenard, directeur de la Police, et Bernard Squarcini, directeur de la DCRI, avaient été reçus le 27 mars à l'Élysée. THIBOULLARD/AFP

Phoca PDF